**Le vendredi 8 juin 2012 l’Université Ibn Tofail de Kénitra a organisé un important colloque International sur « L’économie Sociale et Solidaire, un levier d’avenir pour les nouvelles générations de modelés de croissance ».**

***Intervention du Pr Driss GUERRAOUI***

*Membre du Comité Exécutif de la Fondazione Mediterraneo*

*Université Mohammed V Rabat Agdal- Maroc*

**I - UN CONSTAT :**

L’économie sociale et solidaire est aujourd’hui au cœur des nouvelles générations des modèles de croissance et des formes alternatives de développement. La raison principale profonde réside dans la conviction généralisée que le modèle actuel de croissance et de développement a puisé toutes ses capacités et ce à un triple niveau  de la cohérence du système économique dans son ensemble, de son incapacité à répondre aux impératif de l’inclusion sociale  et à cause de la persistance des déviances qui continue de marquer son mode de gouvernance.

1-Sur le plan de **la cohérence du système économique** nous assistons, en effet à l’exacerbation d’une triple contradiction qui se ramène à trois phénomènes concomitants : la finance contre la production, le marché contre l’Eta et l’individu contre le groupe et contre la logique de la communauté.

2-**En terme d’inclusion sociale** au sens où le système actuel a tendance à aggraver l’exclusion au double niveau de l’emploi et du développement de nouvelles générations de chômage et de chômeurs, de pauvreté et de pauvres. En effet, du fait de la nouvelle révolution post –industrielle ,nous assistons progressivement à l’émergence et au développement de formes nouvelles de mobilisation de l’emploi annonçant, selon l’expression de Jeremy Rifkin, la fin du travail, tel que l’ont connu nos jeunes et en ont bénéficié jusqu’à présent, et comme le définit Hugues Puel , à savoir un emploi salarié qui se caractérise par un lien salarial ferme, un emploi stable permettant de déboucher sur une carrière, exercé à temps plein, qui procure l’essentiel du revenu familial, relève d’un seul employé, s’exerce sur un lien de travail spécifique et individuellement affecté .

Cette forme d’emploi est en train de reculer, voir de disparaitre dans beaucoup de pays, au profit de formes nouvelles de mobilisation du travail, donnant naissance à une nouvelle génération de chômage et de chômeurs.

Ces phénomènes impose à reposer en des termes nouveaux, la question de l’emploi dans nos sociétés actuelles et incitent à préparer nos jeunes à cette dure réalité  qui attend nos économies, à savoir que le modèle économique actuel sera de plus en plus dans une situation d’impossibilité objective de réaliser conjointement et la croissance et le plein emploi pour l’ensemble de demandeurs d’emploi sur nos marchés nationaux et internationaux du travail.

-Le deuxième niveau à l’exclusion sociale a trait à l’aggravation des quatre dimensions essentielles de la question sociale aujourd’hui dans le monde :

\*La crise grandissante des systèmes nationaux de protection sociale et l’aggravation de la problématique du financement des régimes de couverture médicale, des retraites, de l’indemnisation des personnes en situation de chômage, de dépendance et d’handicape.

\*La déstabilisation des réseaux traditionnels de solidarité sociale du fait de la décomposition rapide des structures familiales et communautaires du fait de l’emprise du marché.

\*La raréfaction des ressources publiques allouées aux secteurs sociaux au regard d’une demande sociale croissante exerçant une pression sur les secteurs stratégique comme la santé, l’éducation et le logement.

\*Enfin l’impact de la crise financière international en terme d’extension des poches de pauvreté et de creusement des inégalités sociales, la déstabilisation de la situation de classes moyennes et de saturation de la consommation des classes aisées de la société qui atteint son a atteint son paroxysme débouchant même pour certaines de ces couches sociales à un non-sens consumériste.

3-Le troisième niveau de l’essoufflement du modèle économique dominant a trait à **la gouvernance**, qui continue à être marquée par la prédominance de la corruption, de la spéculation, des comportements prédateurs, de la violence de l’argent, avec toutes les conséquences qui en découlent en termes de défiance dans les institutions.

Face à cet essoufflement du modèle économique dominant en termes de création de richesses, de promotion de l’emploi et de cohésion sociale, l’économie sociale et solidaire semble offrir d’énormes potentialités, constituer une réelle alternative et par conséquent un levier d’avenir pour les nouvelles générations de modèle de croissance et de développement.

**II- DES POTENTIALITES IMPORTANTES**

C’est dans les potentialités qu’il convient de chercher la réponse. En effet, l’économie sociale et sociale recèle d’énormes potentialisés soit insuffisamment exploitées, soit non valorisées de façon non optimal, soit tout simplement non encore explorées et ce à trois niveaux :

-L’existence de gisements importants en terme de croissance et création d’emploi dans tous les secteurs d’activité, notamment les secteurs d’avenir , tel que l’économie verte, les activités non agricoles en milieu rural, l’économie numérique, l’énergie, l’eau, l’agriculture durable, la santé, le transport, la culture et les loisir.

-L’existence de ressources alternatives de financement, à la fois monétaire et non monétaire.

-Et l’existence de potentialité en matière de gestion solidaire de l’économie en phase avec l’état actuelle de la société, en particulier les services aux ménages et les initiatives citoyennes dans les domaines les plus divers.

**III- DES POINTS FORTS :**

Les forces de l’économie sociale et solidaires résident dans ses valeurs et principes directeurs, son approche, les instruments qu’elles utilisent et les objectifs poursuivis par ses acteurs.

L’économie sociale et solidaire est effectivement et avant tout un certain nombre de valeurs et de principes directeurs que sont la libre adhésion, l’égalité entre les acteurs, la démocratie participative et la recherche du bien-être des membres et de la cohésion sociale de la collectivité.

C’est aussi une approche fondée sur la gestion concertée et partagée des avantages et des risques. Ce sont des instruments qui s’appuient sur les mécanismes de la solidarité, du mutualisme, de l’innovation et l’expérimentation sociales, ainsi que sur la participation à la conception, la mise en œuvre, le suivi, l’évaluation, le contrôle et la reddition des comptes.

Mais le plus important est que l’économie sociale et solidaire poursuis des objectifs qui tranchent avec le modèle économique à savoir la satisfaction des besoins non couvert par les voies l’Etat et du marché , le renforcement du lien social et du vivre ensemble par et pour le renforcement de la cohésion sociale nationale.

**IV- DES DEFIS A RELEVER :**

Il y a au moins trois défis majeurs que l’économie sociale et solidaire doit relever : Un défi de connaissance, un défi de gouvernance  et un défi stratégique.

-***Le défi de connaissance*** : En effet, l’’économie sociale et solidaire souffre d’un réel défi de connaissance de l’ensemble des dimensions relatives à sa place dans l’économie nationale, aux indicateurs les plus pertinents qui concernent, les acteurs qui la composent, leurs modalités de fonctionnement, les mutations que ces composantes connaissent, leurs dysfonctionnements majeurs et les contraintes qu’elles affrontent. La création futur de l’Observation de l’Economie Sociale et Solidaire, figurant dans la stratégie nationale du Gouvernement pour la période 2010-2020 , pourrait contribuer à relever ce défi. Mais le développement de la recherche scientifique autour de l’Economie Sociale et Solidaire reste la vraie piste d’avenir. La convention qui vient d’être signée entre le Conseil Economique et Social et l’Université Ibn Tofeil à l’occasion de ce colloque International constitue à ce niveau un exemple à dupliquer par d’autres institutions et au profit d’autres universités.

***-Le défi de la gouvernance*** : L’économie sociale et sociale représente un modèle économique spécifique qui ne peut être gouverné ni comme organisation publique, c’est-à-dire comme une administration, ni comme organisation privée, c’est à dire comme une entreprise. Il convient par conséquent de la gouverner autrement. Ce mode alternatif de gouvernance doit toutefois veiller à concilier entre la recherche de l’efficacité, la pratique démocratique, la sécurisation des intérêts des acteurs et la pérennité du système de l’économie sociale et solidaire dans son semble ( association, coopératives , mutuelles, fondations, les acteurs des initiatives citoyennes,…).

Pour ce faire plusieurs actions sont nécessaires :

* Promouvoir la culture de l’économie sociale et solidaire,
* Former à l’ESS ,
* Organiser les acteurs et les secteurs,
* Coordonner entre les intervenants,
* Mettre en place une réglementation adaptée,
* Renforcer les capacités de l’instrument humain avec lequel travaille l’ESS,
* Professionnaliser les institutions,
* Et responsabiliser les acteurs

***-le défi stratégique.*** *Ce défi* est lié à la vision que l’on doit avoir de l’économie sociale et solidaire et ce que l’on veut faire de cette économie. Est-ce un élément de la réforme du système économique ou une alternative et une composante essentielle du changement du modèle économique dominant. Ce qui nécessite un vrai débat national sur le nouveau modèle de croissance à mettre en place pour répondre aux nouvelles problématiques et défis qu’affrontent aujourd’hui nos économies et nos sociétés.